

Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social

Protection Judiciaire de la Jeunesse

Fédération Syndicale Unitaire

Secrétariat National : 54, Rue de l'Arbre Sec – 75001 Paris

Tél : 01 42 60 11 49 - Fax : 01 40 20 91 62

site : www.snpespjj-fsu.org Mél : Snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr



Paris, le 5 mars 2009

POURQUOI VOTER SNPES-PJJ/FSU

AUX ELECTIONS PROFESSIONNELLES DU 17 MARS

Le 17 mars, ce sont les élections professionnelles !

Ces élections vont permettre la désignation des délégué(e)s CAP de votre corps, des représentant(e)s aux CTP et des moyens attribués aux OS. Chaque syndicat qui se présente va solliciter de votre part un vote pour les listes qu'il présente ou pour leur sigle.

Nous allons faire de même !

Alors pourquoi votre intérêt, quel que soit votre statut ou votre affectation, est-il de voter pour le SNPES-PJJ/FSU ?

Nous pensons que notre rôle n'est pas d'accompagner les changements que le gouvernement et l'administration mettent en place. Pour le SNPES-PJJ, une loi proposée ou une réforme présentée doivent être étudiées et analysées avant leur adoption. En fonction de ces réflexions, nous demandons que la direction de la PJJ prenne position dans l'intérêt de l'institution, des jeunes pris en charge et des personnels. La direction n'est pas là uniquement pour appliquer les décisions prises à un autre niveau. Mais une fois ces décisions arrêtées, la responsabilité des organisations syndicales consiste à dénoncer leurs effets et non à les appliquer « au moindre coût ».

Nous revendiquons un syndicalisme de lutte et non d'accompagnement.

Concernant notre champ d'intervention, particulièrement en cette période de « modernisation » de l'Etat et de la Fonction Publique, nous estimons que tous les aspects doivent être traités en même temps. A la PJJ comme dans de nombreux secteurs (culture, environnement, emploi formation...), la réorganisation administrative s'accompagne d'attaques sur les missions dont le but est le désengagement de plus en plus grand de l'Etat. Si ces deux points de vue sont séparés, ne sont pas associés, ce n'est qu'une partie de la réalité qui est abordée. C'est pourquoi le SNPES-PJJ combat à la fois les transformations liées à la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) qui suppriment des services, redéploient des personnels, mutualisent des fonctions et celles liées aux orientations de la DPJJ qui privilégient l'enfermement, le suivi des peines et dénaturent les prises en charge éducatives en hébergement, en milieu ouvert ou en insertion.

Nous faisons constamment la liaison entre les choix d'organisation administrative et les projets politiques de prise en charge éducative des jeunes en difficulté.

Nous avons choisi de défendre l'ensemble des personnels, toutes catégories confondues, quel que soit le statut des agents, quel que soit leur lieu de travail, syndiqués ou non syndiqués. L'implication de tous les personnels dans la prise en charge éducative des jeunes est pour nous une spécificité incontournable. C'est pourquoi nous défendons ces spécificités pour tous les corps et nous nous opposons à l'indifférenciation des fonctions

créée par la fusion ministérielle des corps administratifs et techniques. Nous défendons le rôle et la place de toutes les spécialités (psychologique, sociale, santé, insertion...) auprès des jeunes pris en charge. Nous pensons également que ce sont les conditions de travail pour tous les personnels qui permettent une prise en charge éducative de qualité. Ce sont donc chacun des corps qui doit être concerné par nos revendications. De plus, même si nous sommes en désaccord avec les CEF et les EPM, les droits des personnels y travaillant doivent être défendus. Sur tous ces sujets, les compétences acquises par les délégué(e)s CAP élu(e)s par les personnels et la maîtrise des dossiers par les délégué(e)s CTP, où nous siégeons à chaque fois que nous avons des sièges, nous permettent de défendre efficacement les intérêts des agents et de l'institution.

Nous sommes un syndicat multi catégoriel, pluridisciplinaire et attentif à toutes les situations. Nous privilégions la défense de tous les personnels, sans la limiter ou l'adapter en fonction du corps, de la catégorie ou du type de structure.

Notre volonté d'unité est toujours présente. Nous essayons de rechercher les expressions et les actions communes chaque fois que cela est possible. Nous avons le plus souvent proposé cette unité aux organisations syndicales présentes à la PJJ sans pouvoir la réaliser. Cette volonté nous pousse également à construire des convergences aussi bien dans différents collectifs ou réseaux qu'au sein de la FSU où nous défendons cette idée. Mais nous n'oublions pas que si de nombreux sujets dépendent de la fonction publique et des priorités gouvernementales, il y a également des choses à défendre et à gagner vers la direction de la PJJ. Nos axes d'intervention sont multiples. Ainsi, les sujets qualifiés de « sociétaux » font partie de nos interventions habituelles : droits des femmes, droits et libertés,...

Unité dans l'action, convergence des luttes et pluralité de nos interlocuteurs sont nos repères dans les mobilisations.

Voici quelques points qui nous différencient de nos partenaires syndicaux et qui justifient la confiance accordée à notre organisation, affiliée à la première fédération de la Fonction Publique d'Etat, et qui nous place comme première organisation syndicale à la PJJ.

Pour que toutes ces possibilités perdurent, pour que la défense des personnels soit assurée sur tous les plans, le SNPES-PJJ/FSU doit continuer à être soutenu par la majorité la plus large des personnels.

La multiplication des organisations n'a jamais été un gage d'efficacité dans les luttes quand existe un syndicat multi catégoriel, unitaire, solidaire et combatif.

LE 17 MARS 2009,

VOTEZ ET FAITES VOTER SNPES-PJJ/FSU !